

partie de ce bœuf ne provienne d'un tiers pays, le ministre peut-il dire à la Chambre si on a reçu des protestations à ce sujet de la part des États-Unis ou si on projette de tenir des entretiens bientôt?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Pas que je sache, mais je vais me renseigner.

[Plus tard]

M. Gleave: Ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Agriculture, monsieur l'Orateur. A-t-il pris connaissance des craintes exprimées par les autorités américaines; le ministère de l'Agriculture examine-t-il la question et le ministre est-il prêt à rencontrer ses homologues américains?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Oui, monsieur l'Orateur. Le député n'ignore pas que l'on a cessé tout transbordement de viande de bœuf vers les États-Unis l'été dernier, mais je m'assurerai qu'ils n'ont pas repris. Nos accords avec les États-Unis nous obligent à veiller à ce que ces expéditions cessent.

* * *

L'INDUSTRIE

LA CAMPAGNE D'INFORMATION DU MINISTÈRE—MESURES EN VUE D'AIDER CERTAINES INDUSTRIES DU QUÉBEC

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Étant donné que la Section Québec du ministère de l'Industrie et du Commerce du Canada fera, en septembre, une campagne d'information, j'aimerais demander à l'honorable ministre s'il s'agit seulement d'un programme d'information ou s'il a l'intention de recommander l'octroi de certains crédits supplémentaires pour la conservation des industries déjà existantes?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, je m'excuse, mais je n'ai pas très bien compris la question. L'honorable député pourrait peut-être la répéter en d'autres termes?

M. La Salle: Avec plaisir, monsieur le président.

Compte tenu de la campagne d'information que la Section Québec du ministère de l'Industrie et du Commerce fera, en septembre, j'aimerais demander à l'honorable ministre si cette campagne se limitera à l'information ou s'il a l'intention de recommander l'octroi de crédits supplémentaires pour la conservation des industries déjà existantes?

L'hon. M. Pepin: Monsieur le président, il n'y a pas de Section Québec au sein du ministère de l'Industrie et du Commerce. Nous travaillons sur le plan national, et nous faisons présentement un effort particulier pour aider certaines industries du secteur secondaire, et ce, en pleine coopération avec le ministère provincial de l'Industrie et du Commerce. Si je puis donner d'autres renseignements à l'honorable député, je les lui communiquerai tantôt, derrière les rideaux.

L'AUTOMOBILE—LES MODIFICATIONS ESTHÉTIQUES—LA SÉCURITÉ ET LA RÉSISTANCE À L'USURE

[Traduction]

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Consommation et des Corporations. A la suite de la récente déclaration en provenance de Detroit selon laquelle les constructeurs américains d'automobiles envisagent de limiter les modifications esthétiques des véhicules dans l'avenir, le ministre peut-il préciser à la Chambre si ses services ont pris position à ce sujet, en public ou en privé, afin de décourager les changements de carrosserie, qui entraînent des frais extraordinaires, pour investir l'argent ainsi économisé dans des mesures propres à assurer une plus grande protection du consommateur tant du point de vue de la sécurité que de la résistance des véhicules à l'usure?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, l'application de la loi sur la sécurité des véhicules automobiles relève de mon collègue le ministre des Transports. Naturellement, mes services s'intéressent de près au coût des automobiles et à toutes les mesures susceptibles d'abaisser et de maintenir leurs prix à un niveau raisonnable. Si, pour ce faire, on peut éliminer certains changements de carrosserie inutiles, cela serait très encourageant et profiterait au consommateur.

M. MacDonald: Le ministre n'a peut-être pas bien saisi le sens de ma question. Je lui ai demandé si l'on avait fait des instances ou pris des dispositions au sujet d'un élément, selon toute évidence, très important du prix. Le ministre s'est-il mis directement en rapport avec l'industrie de l'automobile?

L'hon. M. Basford: Monsieur l'Orateur, ce point était relié à l'application des mesures d'économie dont j'ai parlé. Les dispositifs de sécurité sont de la compétence de mon collègue le ministre des Transports.

M. MacDonald: Je pourrais peut-être m'adresser au ministre des Transports et lui demander si son ministère a fait les instances en question. Je songe ici plus précisément au nouveau pare-chocs de sécurité, actuellement l'objet d'une étude de la part du comité sénatorial du commerce des États-Unis. Le ministre aurait-il quelque chose à nous dire sur la collaboration du ministère des Transports à une étude semblable sur ce prototype de pare-chocs, qui serait entreprise au pays?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je réponds oui à la deuxième partie de la question. Je suis entré en contact direct avec l'industrie de l'automobile et avec mon homologue des États-Unis, le secrétaire aux Transports. Aux termes d'une entente concernant l'échange de renseignements sur les questions de sécurité et d'un accord établi entre nous, nous nous efforcerons, chaque fois que la chose sera possible et souhaitable, d'introduire au Canada toutes les innovations lancées aux États-Unis et vice versa.

M. l'Orateur: Le député de Calgary-Centre.

M. MacDonald: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.